

Rapport par la Commission nommée pour l'étude des derniers avant-projets exposés pour la construction du palais fédéral de justice, à Lausanne

Autor(en): **Maurhofer, C.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Bulletin de la Société vaudoise des ingénieurs et des architectes**

Band (Jahr): **5 (1879)**

Heft 1

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-6891>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ VAUDOISE

DES INGÉNIEURS ET DES ARCHITECTES

PARAISSANT 4 FOIS PAR AN

Prix de l'abonnement annuel : pour la SUISSE, 3 fr.; pour l'ÉTRANGER, 3 fr. 50 cent.

Pour les abonnements et la rédaction, s'adresser à M. Georges Bridel éditeur, place de la Louve, à Lausanne.

Sommaire : Construction du palais fédéral de justice, à Lausanne. (*Réd.*) — Rapport de la commission nommée pour l'étude des derniers avant-projets du palais fédéral de justice, par M. Maurhofer, architecte. — Rapport de la commission chargée d'examiner à nouveau l'emplacement du tribunal fédéral (avec une planche), par M. J. Carrard, architecte. — Limmètres du lac Léman. (*Réd.*)

CONSTRUCTION DU PALAIS FÉDÉRAL DE JUSTICE

A LAUSANNE

L'Assemblée fédérale suisse, par décision du 26 juin 1874, a choisi Lausanne pour être le siège permanent du tribunal fédéral, autorité judiciaire supérieure de la Confédération.

Comme conséquence de cette décision, la commune de Lausanne a pris l'engagement de construire un édifice destiné à recevoir les installations nécessaires.

Après examen de plusieurs emplacements divers, les autorités communales ont décidé, le 23 février 1877, que l'emplacement à fixer pour le palais à construire serait l'extrémité occidentale de la promenade de Montbenon, au bas de l'ancienne place de manœuvres.

Un programme fut concerté par les autorités de la Confédération et celles de la ville de Lausanne pour la détermination des dispositions et des dimensions principales de l'édifice.

Puis la municipalité ouvrit, au mois de juillet 1877, un concours pour la fourniture des plans de construction. Quatre-vingt-deux projets furent déposés et soumis à l'examen d'une commission d'experts, qui avait été composée de MM. P. Roberti, F. Gindroz et Stehlin-Burckardt, et qui se réunit à Lausanne en janvier 1878.

Les plans primés furent ceux de MM. Bourrit et Simmler, à Genève; Cattani, à Zurich, et Recordon, à Vevey. Six autres projets reçurent des mentions de première et de seconde classe.

Toutefois, aucun des plans produits ne pouvant, d'après l'opinion du jury, être adopté textuellement, l'un des architectes primés, M. Recordon, fut chargé par la municipalité de l'étude d'un nouvel avant-projet réunissant les éléments les plus essentiels acquis par le concours.

Cet architecte a présenté dès lors plusieurs études, parmi lesquelles la municipalité en a distingué plus particulièrement deux, auxquelles est venue s'ajouter une troisième, due à MM. Braillard et Charton, architectes, l'un et l'autre membres de la municipalité de Lausanne.

Ces trois nouvelles esquisses ayant été récemment exposées à la vue du public par les soins de la municipalité de Lausanne, la

Société vaudoise des ingénieurs et des architectes a cru devoir s'occuper à son tour d'une question qui a une aussi grande importance pour la ville de Lausanne et pour l'Etat de Vaud, qui participeront l'un et l'autre aux dépenses de cette construction.

Elle a donc nommé, dans sa séance du 8 janvier 1879, une commission de cinq membres et l'a chargée de s'occuper non seulement de l'appréciation des trois nouveaux avant-projets, mais encore d'examiner à nouveau si l'emplacement choisi par les autorités communales au bas de la place de Montbenon est bien le meilleur à choisir.

La commission a traité ces deux questions à part l'une de l'autre dans les deux rapports qui vont suivre.

RAPPORT

PRÉSENTÉ A LA SOCIÉTÉ VAUDOISE DES INGÉNIEURS ET ARCHITECTES, PAR LA COMMISSION NOMMÉE POUR L'ÉTUDE DES DERNIERS AVANT-PROJETS EXPOSÉS POUR LA CONSTRUCTION DU PALAIS FÉDÉRAL DE JUSTICE, A LAUSANNE.

Monsieur le président et Messieurs,

Dans sa séance du 9 janvier écoulé, la Société vaudoise des ingénieurs et architectes a décidé, ensuite des diverses propositions qui ont été faites au cours de la séance, de nommer une commission de cinq membres chargée d'étudier les trois avant-projets de construction du palais du tribunal fédéral, qui ont été exposés dernièrement au public dans une des salles de l'hôtel de ville, à Lausanne, et de faire rapport sur les deux questions suivantes :

1^o Les trois avant-projets exposés récemment répondent-ils d'une manière satisfaisante aux conditions du programme. Sont-ils susceptibles d'améliorations, tant au point de vue économique qu'à celui de la distribution, et quel est celui qui est le plus satisfaisant?

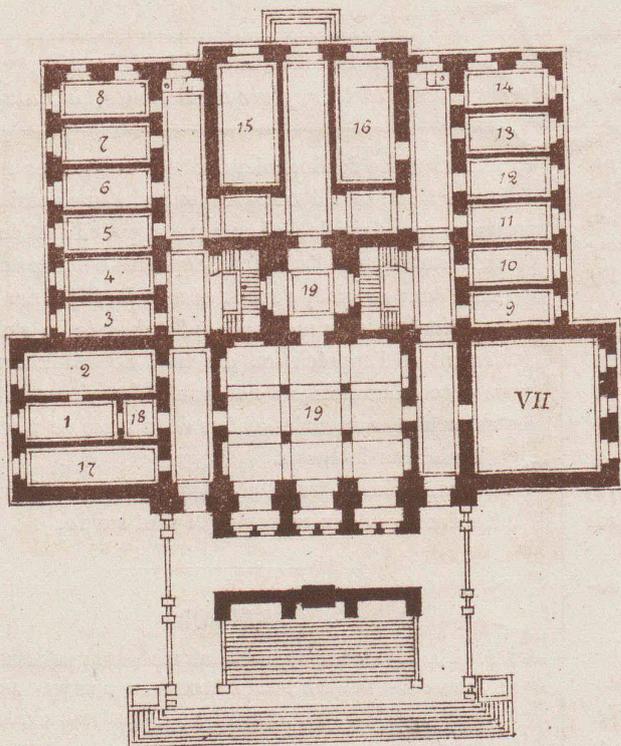
2^o L'emplacement désigné sur la place de Montbenon pour la construction de l'édifice doit-il être maintenu, ou y aurait-il des raisons d'en choisir un autre sur la même place?

La commission, composée de MM. les architectes Maurhofer, Carrard, Verrey, Rouge et Bezencenet, a eu une première séance le 15 janvier dernier, à deux heures et demie de l'après-midi, dans la salle de la municipalité, qui avait été mise à sa disposition, ainsi que les trois avant-projets.

Elle procéda à l'examen de ces derniers, en commençant par l'avant-projet K, puis par l'avant-projet N, et termina par l'examen de l'avant-projet de la commission municipale.

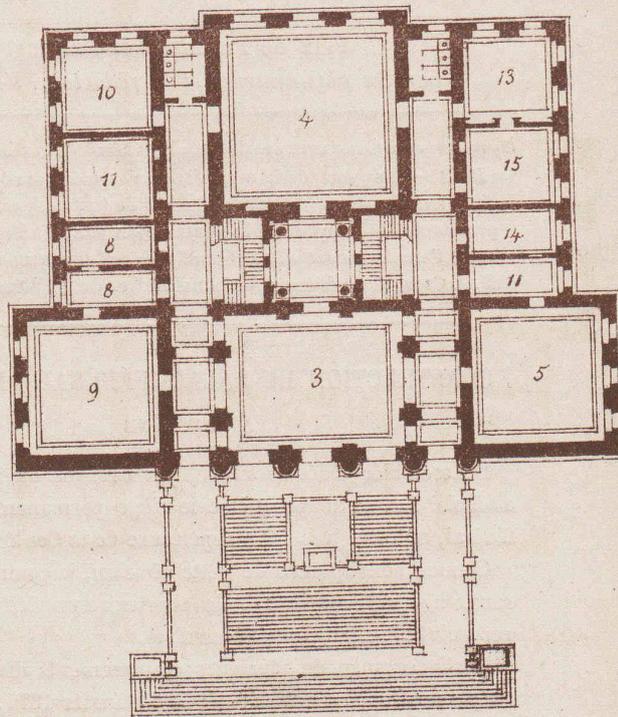
PROJET DE LA DELEGATION MUNICIPALE

REZ - DE - CHAUSSEE



Echelle 1:500. Légende I

PREMIER ETAGE



Légende II.

Légende I.

1. Président.
2. Secrétaire.
- 3-14. Juges
- VII. Disponible.
15. Bibliothèque.
16. Lecture
17. Archiviste
18. Antichambres
19. Archives

Légende II.

0. Portique.
1. Vestibule.
3. Salle des pas perdus.
4. Grande salle d'audience.
5. Petite salle "
- 7.7.VII. Disponible.
- 8.8. Greffiers.
9. Greffe
- 10.10. Commissions et parties
11. Vestiaire
13. Avocats.
14. Huissier.
15. Parties et témoins
18. Antichambres.

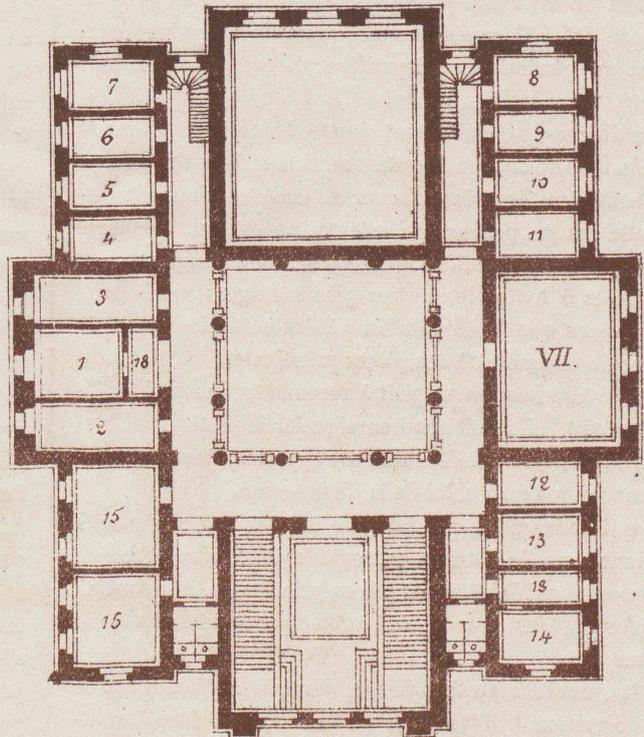
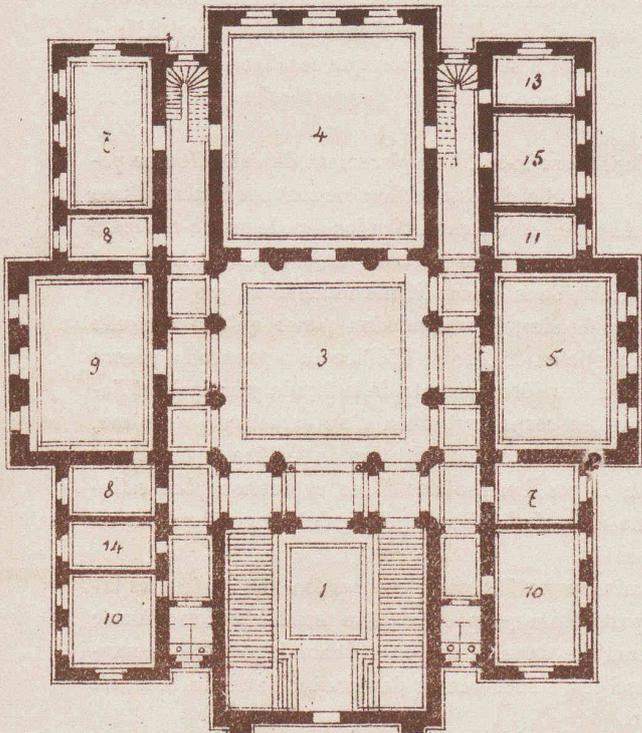
Seite / page

leer / vide /
blank

PROJET K

REZ — DE — CHAUSSEE

PREMIER ETAGE



Echelle 1:500

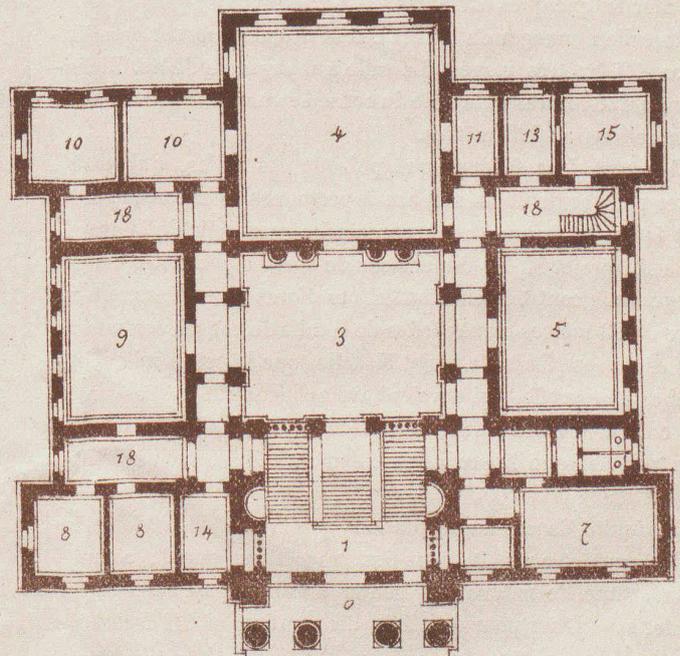
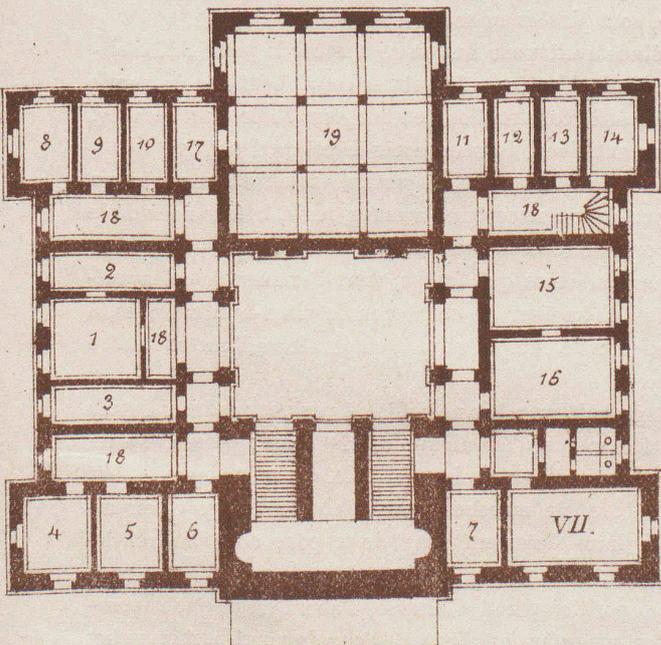
Légende II.

Légende I.

PROJET N

REZ — DE — CHAUSSEE

PREMIER ETAGE



Echelle 1:500. Légende I

Légende II

Chacun des avant-projets ayant donné lieu à diverses observations, la commission les résumera de la manière la plus succincte, en suivant l'ordre indiqué ci-dessus.

Avant-projet K.

Les plans de cet avant-projet, inspirés du premier prix du concours de 1877 et conformes aux données du programme, présentent en général des dispositions heureuses dans leur ensemble.

Le plan du rez-de-chaussée est simple, les trois pièces principales, c'est-à-dire la grande salle d'audience, la petite salle et le greffe sont bien disposées, d'un accès facile et commode depuis la salle des pas perdus, qui elle-même est heureusement placée au centre de l'édifice. Deux corridors longitudinaux donnent accès à toutes les autres pièces exigées par le programme, pièces que la disposition générale du plan a permis de grouper de chaque côté des pièces principales.

Mais si la commission se plaît à reconnaître les qualités de cet avant-projet, elle doit aussi en signaler les côtés faibles et les modifications qu'il est désirable d'y apporter, tant au point de vue économique qu'à celui de la distribution.

En ce qui concerne le point de vue économique, il a paru à la commission que le plan est susceptible d'une diminution de surface, assez sensible dans les pièces principales, qui sont en général plus grandes dans l'avant-projet que ne le demande le programme.

Ainsi la grande salle d'audience, dont la surface est fixée dans le programme à 150 mètres carrés, en a 210 dans l'avant-projet, c'est-à-dire 60 mètres carrés de plus que la surface demandée.

Or la commission estime qu'il n'y a aucune raison quelconque pour faire plus grand que le programme, les dimensions de surface demandées par celui-ci étant largement suffisantes.

Il ne sera peut-être pas inutile, comme point de comparaison, de citer ici quelques exemples.

La salle à manger de l'hôtel Beau-Rivage a une surface d'environ 197 mètres carrés. La salle à manger de l'hôtel Richemont a 158 mètres et la salle du conseil communal de Lausanne mesure environ 117 mètres.

Il paraît donc évident que puisque ces salles, qui ont été faites pour contenir un nombre de personnes assez considérable, ont toutes trois une surface moindre que celle de la grande salle du projet K, les dimensions de surface prescrites dans le programme sont très suffisantes, ces dimensions dépassant encore de 33 mètres carrés celles de la salle du conseil communal.

Les autres pièces du projet K, telles que la petite salle d'audience et le greffe, qui devaient avoir chacune 90 mètres carrés, en ont, la première 112, et la seconde 96. Enfin, la salle des pas perdus, que le programme demande à 100 mètres carrés, en a 190.

Il résulte de ces augmentations que la surface totale de l'édifice peut être réduite dans des proportions que la commission estime de nature à présenter une économie assez importante, sans nuire pour cela à la distribution ni à l'aspect des façades.

Au point de vue de la distribution, la commission pense que les parties centrale et postérieure de l'édifice peuvent être maintenues, mais que toute la partie antérieure, c'est-à-dire

celle qui comprend le vestibule d'entrée et les escaliers, doit être étudiée de nouveau, la disposition des escaliers n'étant pas heureuse et paraissant susceptible d'amélioration notable.

Dans le plan du rez-de-chaussée, il n'y a point de loge de concierge donnant sur le vestibule d'entrée ou sur la salle des pas perdus, ce qui est absolument nécessaire; la disposition des cabinets d'aisances, du côté de la façade principale, est défectueuse, et il a paru à la commission que ces divers points pouvaient être étudiés de manière à y apporter des modifications heureuses.

Enfin, dans le sous-sol, l'emplacement du calorifère ne paraît pas être bien choisi, les corridors ne sont pas éclairés d'une manière suffisante, et la communication avec le rez-de-chaussée laisse à désirer sous le rapport du trajet à parcourir qui est trop considérable dans les conditions actuelles du projet.

Quant aux façades, la commission pense qu'une nouvelle étude de la partie antérieure de l'édifice aura pour conséquence la suppression des décrochements de la façade principale et l'adoption d'arrière-corps tout unis, d'un caractère plus calme, mieux en harmonie avec la destination de l'édifice et permettant l'emploi de lignes horizontales d'une expression plus satisfaisante que celle de la façade principale du projet qui est un peu tourmentée.

La commission ne fait pas d'observation sur les façades latérales et postérieure qui pourront être maintenues, sauf à voir s'il conviendrait, dans le cas où cela serait possible, de supprimer aussi les décrochements des arrière-corps de la façade postérieure.

Avant-projet N.

La commission remarque tout d'abord que l'idée qui est à la base de cette étude consiste à modifier l'ordre indiqué dans le programme du concours, en ce que les pièces que celui-ci demandait de placer au rez-de-chaussée sont placées, dans l'avant-projet N, au 1^{er} étage, qui devient ainsi l'étage principal, tandis que les pièces que le programme demandait de placer au 1^{er} étage, sont placées au rez-de-chaussée.

Cette étude avait pour but de rechercher la possibilité d'obtenir une diminution de surface et par conséquent une économie sur le coût de la construction, en adoptant l'idée d'un escalier, soit perron extérieur, donnant accès direct au 1^{er} étage.

La diminution de surface et partant du cube à construire a été obtenue dans une certaine mesure, mais, hâtons-nous de le dire, au prix de résultats qui ne sont pas heureux.

La première chose qui frappe, dans l'examen de cet avant-projet, c'est la hauteur de ce perron de vingt-huit marches, à simple ou double rampe, suivant qu'on adopte l'une ou l'autre alternative.

Ces vingt-huit marches ne suffisent pas pour monter depuis le sol extérieur jusqu'au niveau du 1^{er} étage; on arrive à un palier qui forme un premier vestibule, à partir duquel il faut monter encore dix marches pour atteindre l'étage et en redescendre immédiatement vingt-deux pour aller au rez-de-chaussée.

Cette disposition paraît fâcheuse, d'abord en ce que la commission estime qu'un escalier extérieur de vingt-huit marches présentera de grands inconvénients au point de vue pratique, et ensuite que l'accès du rez-de-chaussée sera défectueux et deviendra nécessairement indépendant de l'étage principal, puis-

qu'il n'est guère possible d'admettre qu'il faudra monter vingt-huit marches pour en redescendre aussitôt après vingt-deux, ce qui serait fort incommode et compliquerait le service par le fait qu'il deviendrait obligatoire d'établir une entrée spéciale pour le rez-de-chaussée, ou même deux, suivant la forme qui serait adoptée pour le perron extérieur.

Mais indépendamment des inconvénients que nous venons de signaler, qui résultent de l'adoption de l'idée d'un grand perron extérieur, il en est d'autres qui en sont aussi la conséquence et qui sont tout aussi graves, tels que la difficulté d'éclairer les corridors du rez-de-chaussée ainsi que toute la partie centrale qui se trouve au-dessous de la salle des pas perdus.

Ce dernier inconvénient a à lui seul une telle gravité qu'il suffirait pour rendre nécessaire une nouvelle étude de ce projet, s'il devait avoir quelque chance de succès.

Au rez-de-chaussée la salle des pas perdus n'est pas éclairée d'une manière suffisante et, pour ce qui concerne les dimensions de surface des pièces principales, la commission remarque qu'elles sont en général aussi plus grandes que celles indiquées dans le programme.

Enfin, les façades de cet avant-projet prêtent moins à des observations que les plans, mais la commission pense qu'il n'y a pas lieu de s'en occuper puisqu'elle ne saurait conseiller l'adoption de ce projet, qui ne paraît pas pouvoir répondre d'une manière satisfaisante à l'idée que l'auteur s'est proposée.

Avant-projet de la délégation municipale.

Conçu d'après les idées énoncées dans un rapport qui a été adressé à la municipalité de Lausanne par un de ses membres, rapport qui a été publié dans l'*Estafette* du 14 décembre 1878, cet avant-projet présente les mêmes inconvénients que ceux du projet N, avec lequel il a beaucoup d'analogie, par la raison qu'il a été étudié d'après les mêmes données.

En effet, on retrouve dans l'avant-projet de la délégation municipale le vaste perron extérieur du projet N, mais avec des dimensions de longueur et de hauteur à monter beaucoup plus considérables, le nombre des marches étant de quarante au lieu de vingt-huit, et la longueur du perron étant de vingt-six mètres à sa base au lieu de quinze.

Sans vouloir discuter l'aspect monumental d'un perron de dimensions aussi considérables, placé devant un édifice dont les dimensions n'exigent pas d'aussi vastes proportions, la commission pense que les inconvénients qu'elle a déjà signalés au sujet du perron extérieur du projet N subsistent dans le projet de la délégation municipale et qu'ils sont encore aggravés en raison directe de l'augmentation du nombre et de la longueur des marches.

Il en est de même pour les inconvénients indiqués en ce qui concerne la difficulté d'éclairer les corridors du rez-de-chaussée ainsi que le local des archives, qui non seulement ne serait pas éclairé d'une manière directe, mais n'étant pas convenablement aéré ne serait pas assez sec pour sa destination.

La disposition des cabinets des juges ne paraît pas heureuse et la commission pense qu'elle présenterait quelques difficultés au sujet des moyens de chauffage.

Au 1^{er} étage, c'est-à-dire à l'étage principal, l'accès direct depuis l'extérieur dans la salle des pas perdus paraît aussi fâcheux par le manque d'un vestibule d'entrée, et le passage depuis la salle des pas perdus à la grande salle d'audience laisse

à désirer au point de vue de la manière dont il serait éclairé. Les escaliers intérieurs qui sont placés de chaque côté de ce passage ne paraissent pas avoir un développement suffisant pour être dans de bonnes conditions.

Enfin, quant à l'aspect des façades, la commission pense qu'il est regrettable que les arrière-corps de la façade principale présentent des surfaces entièrement pleines, faisant un contraste qui n'est pas heureux avec la partie centrale.

En résumé, il ressort de l'examen des trois avant-projets, de leur comparaison, ainsi que des observations auxquelles chacun d'eux a donné lieu, que le projet K est celui qui paraît le mieux répondre aux conditions désirées, moyennant qu'il lui soit apporté les modifications indiquées dans le présent rapport, et la commission unanime en conseille l'adoption préférablement aux deux autres.

Toutefois, dans le cas où l'étude de ces derniers devrait être poursuivie, alors même que la commission n'approuve pas l'idée qui est à leur base, la commission pense que la construction d'un vaste perron extérieur arrivant au niveau de l'étage doit être abandonnée, en raison des graves inconvénients qu'elle présente, et qu'il conviendra d'adopter franchement celle d'un escalier intérieur.

Lausanne, le 30 janvier 1879.

Au nom de la commission,
C. MAURHOFFER, archit.

RAPPORT DE LA COMMISSION

CHARGÉE PAR LA SECTION VAUDOISE DE LA SOCIÉTÉ SUISSE DES INGÉNIEURS ET ARCHITECTES D'EXAMINER A NOUVEAU L'EMPLACEMENT DU BATIMENT DESTINÉ AU TRIBUNAL FÉDÉRAL, A LAUSANNE.

Monsieur le président et Messieurs,

Il est nécessaire de reprendre, dès son origine, la question qui nous est soumise, afin de comprendre comment la commune de Lausanne a été amenée à donner la partie inférieure de la place de Montbenon pour la construction du bâtiment destiné au tribunal fédéral.

Lorsque les autorités communales eurent établi provisoirement le tribunal dans le bâtiment de l'ancien casino, la municipalité se préoccupa de l'emplacement à choisir pour la construction du bâtiment définitif.

Le 10 mars 1876, la municipalité présenta au conseil communal un rapport et des propositions; ces dernières étaient d'offrir au conseil fédéral:

- 1^o Les vignes de Chissiez, situées à l'extrémité du boulevard de Rumine et dans sa prolongation projetée;
- 2^o La place de Montbenon, en plaçant l'édifice à la jonction de la promenade haute et de la promenade basse;
- 3^o La place de Beaulieu.

La commission du conseil chargée d'examiner ces propositions, et dont M. le docteur Dufour était rapporteur, conclut au rejet de Montbenon et à offrir d'autres emplacements, parmi lesquels se trouvaient les terrains dits David. Le conseil admit les propositions de sa commission.

Il est bon de résumer la partie du rapport de M. Dufour concernant Montbenon, pour expliquer les motifs qui ont empêché le conseil de maintenir cet emplacement.

La place haute est trop exigüe, et on ferme l'avenue de la